



Ministère de la Culture
ARCHIVES NATIONALES

Prestation de navette administrative pour le transport de documents d'archives

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Référence de consultation : 2026-003Navette

Table des matières

Article 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
Article 2 - ALLOTISSEMENT.....	3
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION.....	3
Article 4 - FORME DU MARCHE.....	3
Article 5 - DUREE DU MARCHE.....	3
Article 6 - LIEU D'EXECUTION.....	3
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
8.1 Représentation des parties.....	4
8.2 Conditions d'exécution.....	4
8.3 Obligations du titulaire.....	5
8.4 Clause sociale.....	5
8.5 Clause environnementale – Transmission du bilan d'émissions de gaz à effet de serre.....	6
8.6 Traitement de données à caractère personnel.....	6
8.7 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
8.8 Pénalités.....	7
Article 9 - REGIME FINANCIER.....	8
9.1 Forme et contenu des prix.....	8
9.2 Variation des prix.....	8
9.3 Avances.....	8
9.4 Modalités financières.....	8
9.5 Modalités de facturation.....	9
Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
10.1 Langue.....	11
10.4 Autres obligations administratives.....	11
10.5 Résiliation.....	12
10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	12
10.7 Différends.....	12
10.8 Litiges et contentieux.....	12
Article 11 - DEROGATIONS.....	12

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet les opérations de livraison et de prise en charge de documents d'archives (ci-après dénommées « navette administrative ») entre le site des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine et plusieurs points de desserte situés en Île-de-France (en très grande majorité Paris et petite couronne), avec retours finaux des documents sur le site de Pierrefitte-sur-Seine.

Il porte sur la mise à disposition d'un véhicule adapté avec chauffeur expérimenté, pouvant communiquer de manière fluide en langue française.

Le marché est un marché de : Services.

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché est non alloti. Le marché porte sur la prestation de navette administrative pour le transport de documents d'archives. Cette navette a lieu tous les 15 jours, l'allotissement est inadapté.

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé en procédure adaptée, en application des articles L2123-1 2° et R2123-1 3° du code de la commande publique.

Article 4 - FORME DU MARCHÉ

Le marché public est à prix global et forfaitaire.

Article 5 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché public est conclu à compter de sa notification, il prend effet au 1er juin 2026 pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31 mai 2027.

Il peut être reconduit tacitement trois fois pour une période de 12 mois. La durée totale du marché public, reconductions comprises, n'excédera donc pas 48 mois.

Soit la première année de reconduction : du 1er juin 2027 au 31 mai 2028

Deuxième année de reconduction : du 1er juin 2028 au 31 mai 2029

Troisième et dernière année de reconduction : du 1er juin 2029 au 31 mai 2030.

La non-reconduction prendra la forme d'une décision expresse de la part du représentant du pouvoir adjudicateur et interviendra dans un délai de trois mois avant l'échéance du renouvellement.

Article 6 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations se dérouleront en Ile-De-France avec un départ et un retour sur le site de Pierrefitte-sur-Seine.

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'**acte d'engagement** ;
- Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Les **cahiers des clauses techniques particulières (CCTP)**, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le **cahier des clauses administratives générales** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- Le **cadre de réponse du titulaire**.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le cahier des clauses administratives générales, supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation. Il est consultable sur le site de légifrance.

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance des documents du dossier de consultation, s'être assuré que les informations sont exactes, suffisantes et concordantes et s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

La directrice des Archives nationales, représentant du pouvoir adjudicateur, est chargée de l'exécution du présent marché public. Elle en confie le suivi au directeur des fonds.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire nommera, dès la notification du marché public, un responsable, désigné seul interlocuteur de la personne publique et habilité à engager le titulaire. Il sera habilité à prendre, au nom du titulaire, toute décision conditionnant la bonne exécution des prestations.

En cas d'empêchement de ce responsable ou en cas de remplacement, le titulaire en avertit sans délai le pouvoir adjudicateur et procède sans délai à son remplacement.

Utilisation du message électronique :

L'utilisation du message électronique sera considérée comme un moyen normal de communication entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

A la notification du marché public, le pouvoir adjudicateur fournit au titulaire une adresse électronique unique qui servira aux échanges de courriels.

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 Mise en place de l'équipe

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant des Archives nationales pour approbation.**

8.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché public, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de **24 heures** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.2.3 Modifications ultérieure des pièces contractuelles

Toute modification du présent marché public postérieure à la notification donnera lieu à la rédaction d'un écrit et devra respecter les dispositions prévues aux articles L.2194-1 et L.2194-2 du code de la commande publique. Ce dernier devra être notifié avant tout commencement d'exécution.

8.2.4

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 Obligation de résultat

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Il est tenu de respecter les délais d'exécution imposés au CCTP. Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites au CCTP. Il s'engage en outre à informer sans délai la personne publique de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées et à exécuter les prestations dans les délais fixés dans le marché public.

Les compétences du titulaire sont fixées dans sa proposition (cadre de réponse). Le titulaire a l'obligation de préserver les mêmes compétences que celles proposées dans son offre initiale, pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations du marché public.

8.3.2 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte lors de ses interventions d'un dysfonctionnement ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

8.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.4 Clause sociale

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR. Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;

- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au Titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère. Ce questionnaire n'est exigé que du seul Titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le Titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur en fait la demande. Celle-ci peut intervenir à la date anniversaire de la notification du marché. Le représentant de l'Acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

8.5 Clause environnementale – Transmission du bilan d'émissions de gaz à effet de serre

Dans une volonté de protection de l'environnement, le présent marché public comprend un critère environnemental comme critère d'attribution.

Le marché comprend également une clause environnementale. En effet, en application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, le titulaire s'engage à fournir aux Archives nationales le bilan carbone engendré par les prestations réalisées dans le cadre du marché objet de la consultation.

La réalisation d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) a pour but d'évaluer la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère issue des activités des entreprises et de les réduire.

Pour accompagner les entreprises dans cette démarche, plusieurs ressources sont mises à disposition. Le ministère de l'économie accompagne les personnes morales et recense des ressources sur les bilans de gaz à effet de serre, propose des ressources réglementaires et méthodologiques permettant aux entreprises d'évaluer leur empreinte carbone et le cas échéant des pistes pour la réduire :

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/bilan-carbone-entreprise>

Les informations relatives aux procédures et en particulier les méthodes éditées par le ministère de la transition écologique et les guides sectoriels réalisés avec l'Ademe :

<https://bilans-ges.ademe.fr/ressources/etapes-dun-bilan-ges>

8.6 Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), le titulaire est informé que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Ministère de la Culture

182, rue Saint-Honoré

75 033 Paris cedex 01

Représenté par le secrétaire général

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

Le service à compétence nationale Archives nationales

Représenté par sa directrice

Coordonnées du délégué à la protection des données :

delegate-protection-donnees@culture.gouv.fr

En application de la réglementation sur la protection des données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de limitation du traitement qui s'exerce auprès des Archives nationales par courrier électronique à l'adresse suivante : marches.archives-nationales@culture.gouv.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Direction administrative et financière / service juridique – 59 rue Guynemer – 90 001 – Pierrefitte sur Seine 93 383 Saint-denis ou auprès du Délégué à la protection des données par courrier électronique à l'adresse suivante : delegate-protection-donnees@culture.gouv.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Monsieur le Délégué à la protection des données – 182, rue Saint-Honoré – 75 033 Paris cedex 01, en justifiant de votre identité par tout moyen.

Bases juridiques du ou des traitements : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de la présente procédure de passation, attribution du marché public et obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.
Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.
Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

8.7 Constatation de l'exécution des prestations

8.7.1 Opérations de vérification

Les vérifications sont effectuées conformément à l'article 5 du CCTP.

8.7.2 Décision après vérifications

L'admission, l'ajournement, le rejet ou la réfaction seront prononcées par la direction des Archives la direction des fonds des Archives nationales ou son représentant dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG/FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Les frais de main d'oeuvre et de livraison, engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur, s'effectueront aux frais du titulaire du marché public.

8.8 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G./F.C.S., le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

En cas d'**absence conduisant à la non exécution de la navette**, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de **500 euros**.

En cas de non-respect des délais d'exécution indiqués au CCTP, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de **100 € par heure de retard**. Toute heure entamée est due.

En cas de non-respect des dispositions des pièces du marché (article 6 du présent C.C.A.P.), le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de **150,00 € par manquement constaté**, ce qui inclut notamment :

- Non-respect de la notification préalable écrite en cas de remplacement d'un chauffeur, retard ou absence dans la transmission d'informations en cas de changement au sein de l'équipe décrite dans le cadre de réponse (art 8.2.1 du CCAP).
- Non respect du type de véhicule proposé et des conditions exigées à l'article 2.2 du CCTP.
- Non respect des délais d'élaboration de la feuille de route et non respect de la feuille de route en cours d'exécution de la navette.

Pénalités en cas de non-respect des obligations de travail déclaré :

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, des pénalités de retard peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, relatives à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

En cas de non-respect des obligations précitées, la personne publique adressera au titulaire en lettre recommandée avec accusé de réception une injonction de régulariser sa situation dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure.

En l'absence de régularisation dans le délai indiqué, la personne publique pourra décider soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, soit d'appliquer une pénalité de **50,00 € HT** par jour de retard.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire lors de l'acceptation du paiement susmentionné. Le montant des pénalités établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de la (ou des) facture (s) concernée (s), indépendamment du recours direct de la personne publique en cas d'insuffisance des sommes dues. En tant que de besoin, le versement des pénalités peut être effectué par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 Forme et contenu des prix

Le marché public est passé à prix global et forfaitaire.

Le prix est indiqué dans l'acte d'engagement.

Le prix est réputé inclure la totalité des coûts liés aux prestations.

9.2 Variation des prix

Les prestations font l'objet d'une révision de prix annuelle.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Le prix est révisé par l'application au prix du marché de la formule suivante:

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,80 \times (I_m / I_0)]$$

dans laquelle

P = prix révisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret en vigueur au mois d'établissement des prix

I_m = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret dernière valeur connue à la date de la révision.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766549>

Le prix est révisé lors de chaque reconduction par application de la formule décrite ci-dessus.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

La demande de révision de prix intervient au plus tard un mois après la date anniversaire du marché.

À défaut de demande de révision de prix par le titulaire, la révision des prix ne sera pas appliquée.

9.3 Avances

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, les conditions requises au versement de l'avance n'étant pas réunies, aucune avance ne sera accordée au titulaire.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Cautionnement

Les créances résultant du marché public peuvent être cédées ou nanties par le titulaire au titre de la loi du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises. À cet effet, une copie de l'acte d'engagement certifiée conforme à l'original sera remise au titulaire à sa demande cautionné éventuellement à la part qu'il exécute par lui-même. Cette copie portera la mention d'exemplaire unique pour être remise au titulaire à l'établissement financier de leur choix.

9.4.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement mensuelle émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.5.1 Mentions obligatoires

Le règlement des prestations s'effectuera sur présentation d'une facture. La remise de cette demande de paiement interviendra après notification de la décision d'admission des prestations.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

La date d'émission de la facture ;

La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;

Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement : **CGFCULT075**) ;

La référence du marché (numéro d'engagement juridique) indiqué en première page de l'acte d'engagement signé des 2 parties ;

Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

La date d'exécution des services ;

La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

9.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Pour la transmission de sa facture, le titulaire aura besoin de 3 informations :

- **Le numéro siret : 11000 201100044**

- **Le code service : CGFCULT075**

- **Le numéro de marché, ce dernier sera inscrit en première page de l'acte d'engagement qui sera notifié au titulaire du marché.**

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1/>

rubrique « nous contacter »

9.5.5 Suspension du délai global de paiement

Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en résulte.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le pouvoir adjudicateur, au titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au mandatement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le pouvoir adjudicateur de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

A compter de la réception des justifications demandées par le pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

La mise en oeuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par la loi du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.2 Assurances

Les frais d'assurance sont à la charge du titulaire.

Les documents seront assurés de leur enlèvement jusqu'à leur retour aux Archives nationales, une assurance clou à clou est nécessaire :

- Le « clou de départ » prend effet au moment de la sortie des documents du site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales.

- Le « clou d'arrivée » prend effet au moment du retour des documents dans les locaux du site de Pierrefitte-sur-Seine des Archives nationales.

Le titulaire est tenu responsable des risques assurés de ruine, perte ou de tout endommagement des documents transportés. Le titulaire et les agents des Archives nationales chargés du transport doivent immédiatement consigner par écrit la liste des dommages éventuels subis par les documents confiés afin de la transmettre au service commanditaire.

En cas de dommages aux documents, le titulaire supporte les frais de restauration. En aucun cas cette restauration ne peut se faire sans l'accord écrit des Archives nationales validant les modalités de celle-ci. En cas de désaccord sur la valeur à payer par le titulaire, le rapport d'un expert nommé d'un commun accord par les parties fait foi. Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

En cas de **vol ou de destruction totale, les valeurs d'indemnisation** sont les suivantes :

Dossier extrait d'une boîte	500 euros
Boîte entière	5000 euros par boîte

Une navette transporte en moyenne 32 boîtes et 5 dossiers extraits d'une boîte et au maximum : 45 boîtes et 20 dossiers extraits d'une boîte.

L'assurance devra présenter un plafond d'indemnisation au moins égal à 235 000 €.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

10.3

10.4 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

10.5 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché en application des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Dans tous les cas de résiliation du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution et, le cas échéant, en cas de résiliation aux torts du titulaire, leur exécution aux frais et risques de ce dernier.

10.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire,

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,
- soit en cas de résiliation du marché public prononcée pour faute du titulaire, dans la mesure ou la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution ne lui profite pas.

10.7 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

10.8 Litiges et contentieux

À défaut d'accord amiable, toute difficulté relative à l'application du présent marché public sera soumise au tribunal administratif de Montreuil. Le droit français est seul applicable.

Article 11 - DEROGATIONS

L'article 8.6.2 "opérations de vérification" du présent CCAP déroge aux articles 30.2 et 30.4 du C.C.A.G./F.C.S.

L'article 8.7 "pénalités" du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du C.C.A.G./F.C.S.